

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION :	26 GH93 03 TVX
OBJET :	Mise à jour des plans Patrimoine, Réseaux et Sécurité Incendie du GHU
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique. Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 – Acceptation du CCAP et CCTP

AVICENNE



125, route de Stalingrad
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner
93 270 SEVRAN

Ce document comprend 21 pages

SOMMAIRE

ARTICLE I.	OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE II.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
SECTION 2.01	COMMANDES	5
SECTION 2.02	DELAIS	6
SECTION 2.03	LIVRAISON	6
SECTION 2.04	STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT	7
SECTION 2.05	CONDITIONS DE LIVRAISON	7
SECTION 2.06	BON DE LIVRAISON	7
SECTION 2.07	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
SECTION 2.08	CONTROLE	8
SECTION 2.09	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	8
SECTION 2.10	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	8
ARTICLE III.	OBLIGATION DU TITULAIRE	8
ARTICLE IV.	GARANTIE	9
ARTICLE V.	AVANCE	9
ARTICLE VI.	PRIX DE L'ACCORD CADRE	9
SECTION 6.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
SECTION 6.02	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	9
ARTICLE VII.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
SECTION 7.01	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
SECTION 7.02	REGLEMENT DES COMPTES	10
SECTION 7.03	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
SECTION 7.04	DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT	10
ARTICLE VIII.	PENALITES	11
SECTION 8.01	RETARD D'INTERVENTION	11
SECTION 8.02	RETARD DANS LA REMISE DE DEVIS	11
SECTION 8.03	NON-RESPECT DES DELAIS DE REMISE DE DOCUMENT ET DE PLANS	11
SECTION 8.04	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
ARTICLE IX.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	12
SECTION 9.01	MOTIFS DE RESILIATION	12

SECTION 9.02	RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	12
SECTION 9.03	RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	12
SECTION 9.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	12
SECTION 9.05	INDEMNITE DE RESILIATION	12
SECTION 9.06	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	12
ARTICLE X.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	13
SECTION 10.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	13
SECTION 10.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	13
ARTICLE XI.	MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE	13
ARTICLE XII.	PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE	13
ARTICLE XIII.	NANTISSEMENT	14
ARTICLE XIV.	ASSURANCES	14
ARTICLE XV.	CERTIFICATS	14
ARTICLE XVI.	DROIT	14
ARTICLE XVII.	DEROGATIONS AU C.C.A.G.	15

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent : Mise à jour des plans Patrimoine, Réseaux et Sécurité Incendie du GHU.

L'accord cadre a pour objet :

- La réalisation de plans au format Autocad
- La modification de plans existants au format Autocad.
- La conception, réalisation, plastification et encadrement de plans d'intervention et d'évacuation.

Lieux d'exécution :

- Hôpital AVICENNE, 125, route de Stalingrad, 93009 BOBIGNY
- L'hôpital Jean VERDIER Rue du 14 Juillet 93143 BONDY
- L'hôpital René MURET Avenue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil maximum HT	300 000,00	Euros
------------------	------------	-------

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de la date de notification.

Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles,
- Le bordereau de prix (B.P.U)
- Le présent Cahier Des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier Des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), dans sa version issue de l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

i *Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.*

Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Il n'y aura pas de minimum de commande (ni en quantité, ni en valeur).

La première commande pourra avoir lieu dès le lendemain du jour de la notification de l'accord cadre.

Les HUPSSD fourniront le plan état actuel au format Autocad.

Le titulaire aura à sa charge de procéder aux actualisations suivant les informations transmises par l'hôpital.

Les HUPSSD pourront demander de procéder à la vérification des côtes et à la mise à jour du plan au format Autocad.

Pour les plans d'évacuation et d'intervention l'entreprise aura à sa charge leur réalisation selon la norme NFS 60.303

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

Section 2.02 Délais

La livraison interviendra dans les quinze jours suivant l'émission du bon de commande.

Les plans d'évacuation et d'intervention seront fournis posés et sur support informatique au format autocad et PDF.

Concernant la mise à jour des plans, ils seront fournis sur support informatique et à la demande du GHU sur support papier.

En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé, le titulaire de l'accord cadre devra en aviser immédiatement l'hôpital à réception de la commande.

Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.- F.C.S.

Section 2.03 Livraison

Les adresses de livraison sont mentionnées sur les bons de commande parmi les lieux suivants :

- Hôpital AVICENNE, 125, route de Stalingrad, 93009 BOBIGNY

- L'hôpital Jean VERDIER Rue du 14 Juillet 93143 BONDY
- L'hôpital René MURET Avenue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Les livraisons des fournitures s'effectueront dans les conditions de l'article 21 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison comportant les quantités et la désignation des produits livrés ainsi que le numéro de commande.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses fournitures, selon les conditions prévues à l'article 20.3 du C.C.A.G.- F.C.S.

Section 2.04 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Section 2.05 Conditions de livraison

Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire.

Les conditions de livraison, de transport, et d'expédition doivent correspondre aux exigences réglementaires pour ce type de produit.

Le titulaire devra prendre toutes dispositions en matière de conditionnement et d'emballage pour que les fournitures soient correctement protégées.

Les produits seront livrés dans les formes prévues et suivant le lieu, le jour et l'heure indiqués sur le bon de commande. En cas d'impossibilité de respecter le délai fixé par le service le titulaire devra en aviser immédiatement à réception du bon de commande.

Section 2.06 Bon de livraison

A chaque bon de commande devra correspondre un bon de livraison joint aux produits qui sera remis par le transporteur au responsable du service acquéreur. Ce bon comprendra au minimum les renseignements suivants :

- Le nom du fournisseur
- La référence du bon de commande
- La nature des fournitures livrées
- Les quantités livrées
- Le lieu de livraison.

Section 2.07 Constatation de l'exécution des prestations

En dérogation à l'article 27 du C.C.A.G.-F.C.S. les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées dans un délai d'une (1) semaine à compter du lendemain de la date de livraison.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Section 2.08 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

Section 2.09 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Section 2.10 Insertion de fournitures ou prestations nouvelles

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord cadre par voie d'avenant.

Article III. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Services Economiques et Logistiques de l'hôpital, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du(des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

Article IV. GARANTIE

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de l'admission pour un délai d'un an.

Article V. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article VI. PRIX DE L'ACCORD CADRE

Section 6.01 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de fourniture objet de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Section 6.02 Modalités de variations des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économique du mois M0 indiqué dans l'acte d'engagement.

La première année (c'est à dire pendant la période d'une année suivant la date de notification de l'accord cadre), les prix sont fermes et invariables, conformément aux montants reportés dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

A compter de la seconde année, les prix deviennent révisables, chaque année à la date anniversaire de l'accord cadre, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P0 \times [(0.125 + .875 \times \text{ING})/\text{ING0}]$$

P0 = prix de la prestation résultant des prix unitaires établis au mois M0

ING = valeur de l'indice « ingénierie » du mois de la révision, publié au B.O.C.C.R.F

ING0 = valeur de l'indice « ingénierie » du mois de M0, publié au B.O.C.C.R.F

Pour la mise en œuvre de ces formules paramétriques, le résultat final sera arrondi au millième supérieur. L'entreprise devra envoyer pour validation le coefficient retenu à la cellule des marchés au plus tard 1 mois avant la prise d'effet de la révision. Dès validation de ce coefficient, l'entreprise adressera à la cellule des marchés un BPU actualisé.

Article VII. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Section 7.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Pour les prestations de fournitures et d'installation, les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Section 7.02 Règlement des comptes

Les règlements comporteront le prix de base des fournitures et les éventuelles pénalités.

Le règlement des prestations sera effectué au fur et à mesure des services faits.

Section 7.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation des prestations réalisées
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les numéros des bons de commande
- le numéro de l'accord cadre
- les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord-cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

Section 7.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Article VIII. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire, sont décomptées, calculées et exigibles si, à l'expiration du délai contractuel défini ci-dessus, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences de l'accord cadre, quelle qu'en soit l'origine ou la nature.

Les livraisons partielles ne mettront pas fin au calcul des pénalités mais les réduiront simplement à proportion de la quantité livrée.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le Pouvoir adjudicateur ou en cas de manquement du Pouvoir adjudicateur à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est affecté d'aucun plafond.

Section 8.01 Retard d'intervention

En cas de retard d'intervention, par le titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 50Euros.

Section 8.02 Retard dans la remise de devis

En cas de retard dans la remise de devis, par le titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard à compter du quinzième jour calendaire de la demande de devis, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 50Euros.

Section 8.03 Non-respect des délais de remise de document et de plans

En cas de non-respect, par le titulaire, des délais de remise de document et de plans, celui-ci encourt, par jour de retard, sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 50Euros par plans et par jour de retard.

Section 8.04 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article IX. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Section 9.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Section 9.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Section 9.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

Section 9.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

Section 9.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 38 à 42 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

Section 9.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

Article X. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE

Section 10.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

Section 10.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article XI. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

Article XII. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

Article XIII. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

Article XIV. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article XV. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

Article XVI. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Article XVII. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles 8, 9.1 et 9.2	Article 14 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités de retard d'exécution
Alinéa 1 de l'article 10.4	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de Stalingrad | 93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | avc-cellule.marches@aphp.fr

ACCEPTATION DU CCAP ET DU CCTP

CONSULTATION : 26 GH93 03 TVX

OBJET : Mise à jour des plans Patrimoine, Réseaux et Sécurité Incendie du GHU

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e)¹ atteste pour le compte de la société avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A le.....

Signature et cachet de la société

¹ Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement